



**Publiez votre annonce légale en ligne !**  
Devis immédiat



Mot(s)-clé :

Rechercher !


[Accueil](#) [Actualités](#)

## Chroniques du barreau

Les Echos Judiciaires du 05 décembre 2014

[S'inscrire gratuitement](#) | [Se connecter](#)
[Imprimer](#) [Poster](#) [Partager](#)


# 203991

ANNONCES EN LIGNE

## Contrats de franchise : revue de la jurisprudence 2014

Les règles qui s'appliquent au contrat de franchise ne se trouvent pas dans une branche spécifique du corpus juridique, mais dans les sources multiples et conjuguées du droit civil des contrats, droit de la propriété intellectuelle et industrielle (la concession de marque est un des éléments déterminants de la franchise), du droit de la concurrence (qui régit les ententes inter-entreprises) et du droit commercial dans lequel la franchise se trouve naturellement ancrée par nature. Pour les distributeurs et commerçants, amenés à conclure de plus en plus souvent ce type de contrat, l'absence de droit autonome ne favorise pas la lecture de son régime juridique, à priori. Pour autant, il se dégage de la jurisprudence un ensemble de règles qui ont fait naître un « droit de la franchise ».

L'œuvre du juge a ainsi été considérable ces trois dernières décennies en la matière et constitue une source précieuse essentielle à suivre pour qui veut connaître le droit applicable à ce type d'accords. L'année judiciaire 2014 n'est pas terminée, mais apporte déjà un bon millésime de décisions dont nous proposons un florilège représentatif des principales causes de litiges et des solutions apportées par la jurisprudence désormais bien établie. Ce sont les conditions lors de la conclusion du contrat qui suscitent le plus de contentieux (1ère partie), les litiges concernant l'exécution et la rupture du contrat feront l'objet de la 2ème partie de cette revue.



### ***L'Information précontractuelle due aux franchiseés***

On rappelle que la signature d'un contrat de franchise doit être obligatoirement précédée, 20 jours avant au moins, par la remise au candidat franchiseé d'une documentation d'information précontractuelle répondant aux exigences des articles L 330-3 et R330-1 du code de commerce (Loi Doubin). Les manquements des franchiseurs à cette obligation nourrissent toujours et encore la majeure partie du contentieux de la franchise en 2014, il s'agit d'un grief récurrent des franchiseés qui peut conduire à la nullité du contrat signé. Si le législateur a ainsi créé une ouverture à l'annulation des contrats, les juges ont pris soin de ne pas ouvrir trop largement cette porte, l'anéantissement des engagements dans la vie des affaires devant demeurer l'exception et les stratégies opportunistes ne devant pas être encouragées. Il a été ainsi clairement posé que la nullité du contrat n'est admise que s'il est prouvé que le défaut d'information a pour effet de vicier le consentement du franchiseé lors de la signature.

## Les Journaux

Journal n° 6147 du 05/12/2014

Année 2014

- **LE DERNIER JOURNAL DU 05/12/2014**
- **RECHERCHE AVANCÉE**

## Actualités

- Economie
- Environnement
- Droit
- Vie des professions
- High-tech
- Loisirs / culture
- Santé
- Ventes au tribunal
- Le mardi de l'immobilier
- Le vendredi de l'emploi
- Gironde actualités
- Social
- Chroniques du barreau
- Carnet
- Collectivités
- Les cahiers pratiques du barreau
- Ventes devant avoir lieu au tgi de libourne
- Ventes devant avoir lieu au tgi de bordeaux
- Résultats des ventes du tgi de bordeaux
- Résultats des ventes du tgi de libourne
- Billet d'humeur
- Tribune libre
- Chronique des notaires de gironde
- Concours
- Le commissaire aux comptes

Preuve à la charge du franchisé de démontrer qu'il n'aurait pas conclu le contrat, ou à des conditions différentes, s'il avait eu les informations dans les conditions visées par les textes. En pratique, on constate que les franchiseurs ont considérablement amélioré leur communication précontractuelle, et les décisions rendues montrent que les juges ne s'en tiennent pas au volume de papier, mais n'hésitent pas à faire l'inventaire détaillé des contenus pour s'assurer de la pertinence et de la consistance de l'information communiquée (arrêt Cour d'appel Paris, 7 mai 2014, N° 12/03381, Choice Hotels) Dans le courant d'une jurisprudence plutôt restrictive à admettre l'annulation du contrat, deux décisions rappellent qu'il ne suffit pas de démontrer que le délai de réflexion des vingt jours n'a pas été respecté, ce défaut n'étant pas suffisant pour caractériser ni faire présumer un vice du consentement (Cour de cassation 7 octobre 2014 N° 13-23.119, DPAM, et dans le même sens Cour de cassation 25 mars 2014 N° 12-29.675, Ucar Location). Les aptitudes du franchisé sont prises en compte pour apprécier l'annulation du contrat indépendamment des imperfections de l'information précontractuelle donnée par le franchiseur. L'annulation du contrat au motif pris du vice du consentement se justifie d'autant moins lorsque : le franchisé déjà commerçant n'était pas dépourvu de toute expérience économique (Cour d'appel Paris 2 juillet 2014, Point Soleil) ; le franchisé a préparé des mois durant son projet, et avait une bonne connaissance de la franchise pour avoir déjà ouvert d'autres unités sous la même enseigne (Cour d'appel Paris 5 février 2014, Epil Center).

### **Les comptes prévisionnels communiqués par les franchiseurs**

Les franchiseurs ne sont pas tenus de communiquer des comptes prévisionnels aux candidats franchisés, ce qu'ils font quand même, car c'est une information indispensable à la décision de signature du contrat (et à l'obtention des concours bancaires qui devraient toujours conditionner un tel engagement). La jurisprudence admet de manière constante que si la communication de prévisionnels n'est pas obligatoire, le franchiseur livrant de tels documents reste tenu à une obligation générale de loyauté et de sincérité rappelée dans la Loi Doubin. Les prévisions de résultats doivent être sérieuses et réalistes, autrement dit démontrées par les résultats constatés dans le réseau à situation d'implantation comparable. Certaines enseignes persistent dans des communications de comptes largement surestimés, et récoltent le fruit de leur stratégie. Est ainsi condamné le franchiseur qui n'a fourni que des informations très générales, un état du marché fondé sur des indices remontant à plus de quatre ans, et des prévisions d'activité dénuées de sérieux, compte tenu des écarts qui ont été constatés et qui ne sont pas du tout négligeables. Le franchiseur a commis un manquement à son obligation de loyauté qui aurait permis au franchisé de contracter à des conditions plus avantageuses que celles qu'il avait acceptées (Cour d'appel Lyon 27 février 2014, Casino France). Le manque de pertinence des prévisions des chiffres communiqués peut tenir au fait que le franchiseur a pris comme références des magasins dont l'implantation n'était pas comparable à celle du franchisé ou encore au fait de n'avoir pas tenu compte de l'impact de la concurrence dans la zone (Cour d'appel de Versailles, 17 octobre 2013, Floria Creation). Les prévisions ne sont pas une science exacte... c'est pourquoi en pratique, les franchiseurs avertis ou prudents prennent soin d'entourer leurs communications par des avertissements sur le caractère 'théorique' et 'indicatif' des prévisionnels, et par des mentions visant à inciter, au moins pour la forme et sur le papier, les candidats franchisés à faire leurs propres enquêtes et études. Sages dispositions, qui ont pour but de désamorcer efficacement un nid à contentieux et responsabilité... La tendance est donc de considérer que le franchisé, ainsi averti ne peut prétendre avoir été trompé alors qu'il s'est dispensé de vérifier la fiabilité des prévisions du franchiseur. Ainsi, il lui appartient de se renseigner notamment auprès des autres franchisés pour apprécier la rentabilité réelle du réseau, à défaut de le faire, le franchisé manque à une obligation de diligence dans la conduite de ses affaires (arrêt DPAM précité). Dans l'affaire Point Soleil précitée, les juges relèvent pour écarter la nullité du contrat que le document d'information contenait diverses mentions portant exonération de la responsabilité du franchiseur en cas de non atteinte des prévisions qui n'avaient valeur que d'exemple 'type', de même qu'il était clairement rappelé au franchisé la nécessité d'établir son propre compte d'exploitation prévisionnelle en fonction des facteurs locaux de son implantation. Somme toute, c'est rappeler aux franchisés que le dispositif protecteur de l'information précontractuelle ne leur confère pas un statut de simples consommateurs, ils sont tenus de se conduire en chefs d'entreprise, responsables et diligents. Les autres thèmes qui ressortent du contentieux de la franchise et de la jurisprudence de l'année 2014 seront abordés dans la deuxième partie de cette étude. Les décisions de justice citées sont à la disposition des lecteurs sur demande. (A suivre)

- L'emploi et l'immobilier en août
- Fiscalité
- Finance
- Nécrologie
- Entreprises
- Actu fiscale en bref
- Sortir
- Interview
- S'abonner au journal

## Annonces Légales

- Ventes au tribunal
- Appels d'offres / Avis d'enquête
- Constitutions
- Modifications
- Convocations
- Fonds de commerce
- Régimes Matrimoniaux
- Tribunal de Grande Instance
- Tribunal de Commerce
- Changement de nom
- Avis
- Acte réglementaire
- Marché Public
- Diffuser une annonce

## Le Journal

- C'EST MA PREMIÈRE VISITE
- LES ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS
- ANNONCES LÉGALES
- PUBLICITÉ
- ABONNEMENT
- ESPACE PERSONNEL
- NEWSLETTER
- CONTACTEZ-NOUS

## Autres Publications

- LA VIE ECONOMIQUE
- LES ANNONCES LANDAISES

Me Nathalie Castagnon,  
avocat au Barreau de Bordeaux

Imprimer Poster  Partager





© Les Echos Judiciaires Girondins - Journal N° 6145 du 28/11/2014. Tout droit réservé.

### A lire également dans Chroniques du Barreau

<a href="#">Contrats de franchise : Revue de la jurisprudence 2014</a>	<a href="#">05/12/2014</a>
<a href="#">Candidatures des Pme aux marchés publics : des nouveautés</a>	<a href="#">21/11/2014</a>
<a href="#">Le droit Ohada, un droit technique</a>	<a href="#">14/11/2014</a>
<a href="#">Présentation générale du Droit des Affaires Ohada</a>	<a href="#">07/11/2014</a>
<a href="#">l'équité et la causalité, critères de l'évaluation de la prestation compensatoire ?</a>	<a href="#">31/10/2014</a>
<a href="#">Tous les articles dans Chroniques du Barreau</a>	

---

La Une du dernier journal du 05/12/2014 | Créer un compte | Créer une Alerte | Espace Personnel | Mentions légales | Plan du site | Contact | 

© Les Echos Judiciaires Girondins - Réalisation :  / Agence Conseil Internet